L'ajournement

Le fait d'ignorer en pratique les gens de l'île Madame et de refuser de tenir compte de leurs préoccupations sincères au sujet de la survie de leur collectivité et de leur mode de vie, représente la forme la plus dangereuse d'arrogance et de suffisance de la part du ministre des Pêches et des Océans.

Dans leurs communications avec le ministre, les représentants de la société Richmond Fisheries et les gens de Petit-de-Grat et de l'île Madame font preuve d'une très grande retenue. Alors qu'ils pourraient être en colère et traiter le ministre avec le plus grand mépris, ils ont su conserver leur calme. Ils comprennent en effet que la survie de leur collectivité dépend peut-être de leur capacité de convaincre le ministre qu'il est complètement dans l'erreur et que les résultats de sa folie pourraient être catastrophiques.

Permettez-moi de vous citer un passage tiré d'une lettre envoyée au ministre par un comité d'action communautaire de Petit-de-Grat, qui a été formé pour la raison que je viens de mentionner.

Dans une lettre en date du 22 février, voici ce que les auteurs expliquent très simplement: «Notre bien-être économique est menacé et son sort est entre vos mains. Le plan de gestion de 1991, s'il reste dans sa forme actuelle, détruira l'économie de l'île Madame. Nous ne demandons au ministre ni argent, ni projet de création artificielle d'emplois, ni subventions, ni programme d'aide.»

De fait, ce n'est pas ce qu'ils demandent. Ils demandent pour la Richmond Fisheries une allocation aux entreprises qui soit davantage compatible avec le total des prises admissibles fixé pour la zone 4T-VN. Est-ce trop demander? Pourquoi le ministre agit-il ainsi à l'endroit de la Richmond Fisheries et de la population de l'île Madame? Je vous lis un autre extrait de cette lettre:

À notre avis, monsieur le ministre, la Richmond Fisheries est l'exemple par excellence à suivre pour assurer la survie de l'industrie. Sur le plan de la capacité, le nombre de permis de chalutiers de fond qu'elle a retirés du secteur des pêches suffira à vous en convaincre. Voyez aussi comment elle a accepté de bonne grâce et respecté les réductions de contingents visant à protéger certains stocks menacés. Examinez bien le niveau de présence des observateurs qu'elle assure et comparez-le à celui de n'importe quelle autre entreprise de la zone 4T-VN. Essayez de trouver, si vous le pouvez, une autre entreprise qui loge en ses murs une équipe d'inspection du MPO qui surveille uniquement ses opérations.

La société Richmond Fisheries est un modèle dont l'industrie devrait s'inspirer, mais la voilà forcée de garder à quai ses chalutiers et de licencier ses employés simplement parce que le ministre, pour une obscure raison, a une dent contre elle. Pourquoi? Pourquoi semble-t-il en vouloir à la Richmond Fisheries? Cette entreprise et la population de l'île Madame qui en dé-

pend ont, à maintes et maintes occasions, fait preuve de courtoisie à son égard.

Le ministre a pris cette décision désastreuse qui va à l'encontre de son propre plan de gestion. Il a agi ainsi en dépit de toutes les preuves scientifiques qui existent et malgré les appels urgents et raisonnables que la Richmond Fisheries et la population de l'île Madame lui ont lancés pour lui demander de reconsidérer sa décision.

M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je veux que le député sache que la réponse donnée par le ministre des Pêches et des Océans ou par moi n'est peut-être pas celle que les membres de la collectivité de Richmond ou d'île Madame attendent, ni une réponse qui les rassure. Peut-être. Mais cela ne veut pas dire que le ministre les a négligés, qu'il fait preuve d'arrogance envers eux ou qu'il les a mis dans une classe à part.

J'estime qu'il est parfaitement injuste de la part du député, et il le comprend je pense, d'accuser le ministre de négliger ces collectivités, d'être arrogant ou d'avoir d'autres chats à fouetter, simplement parce qu'il ne peut pas lui donner la réponse qu'il attend. Je tiens à donner une réponse. Encore là, ce ne sera peut-être pas la réponse que les électeurs que représente le député attendent, surtout à court terme. Je pense que c'est une réponse qui porte sur le long terme.

Le plan de gestion du poisson de fond pour 1991 instaure un équilibre raisonnable entre la conservation des ressources et la stabilité de l'industrie et tient compte de l'économie du Canada atlantique. Le total des prises de morue admissibles entre janvier et avril dans la zone 4T-VN, dans le sud du golfe Saint-Laurent, a été ramené de 53 000 tonnes en 1990 à 48 000 en 1991, puis à 43 000 en 1992 et en 1993.

La décision de réduire ces prises est fondée sur des données scientifiques qui permettent de croire que la majeure partie de la morue pêchée dans les eaux profondes de la zone 4-VN entre janvier et avril provient de la zone 4-T. La réduction des quotas en haute mer a été entreprise pour protéger la morue de la zone 4-T car le stock de morue des zones 4-VN, JA et 4-T provient d'un seul grand banc.

La décision de réduire les quotas de prise en haute mer dans ces stocks n'entre pas en contradiction avec le dixième principe du plan de gestion du poisson de fond. Ce stock est maintenant visé par un plan de gestion portant sur plusieurs années. Au cours des trois prochaines années, de 1991 à 1993, le total des prises admissibles diminuera de plus de 15 p. 100. Dans de telles conditions, les lignes directrices du plan de gestion du poisson de fond prévoient la possibilité de rajuster la proportion entre les prises côtières et les prises en haute mer.